

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

46, avenue Villarceau
CCI Saône-Doubs
25000 BESANCON

Tél : +336 73 49 95 91
Mél : jean-luc.pele@bureauveritas.com

N° affaire : 25176340/1

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : RENNES SUR LOUE - BC_VER_SOA_2025_01
PR 0+117
25440 RENNES SUR LOUE

Destinataire :

Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie Franche-Comté (SREI - FC)
Adrien DODANE
UIR (Unité d'Ingénierie Routière)

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
29/01/2025	Rev0	création du document	Jean-luc PELE
03/02/2025	Rev1	prise en compte des observations DIR EST du 31/01/2025 (M. WOURMS)	Jean-luc PELE

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	7
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	10
2.5. Intérimaires	10
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	12
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	13
3.2.5. Stationnements	14
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	14
3.2.8. Cantonnements et entretien	15
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	15
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	15
3.3.2. Plan d'installation de chantier	15
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	16
4. MESURES DE COORDINATION SPS	17
4.1. Définition des risques particuliers	17
4.2. Analyse de risques	18
4.3. Co-activités et protections collectives	33
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	33
4.3.2. Déplacement de protection collective	34
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	34
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	35
4.4. Equipement de levage	35
4.4.1. Autorisation de survol	35
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	35
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	35

4.5.1. Approvisionnements et stockage	35
4.5.2. Travaux superposés	36
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	36
4.5.4. Protection contre le bruit	36
4.5.5. Protection contre l'incendie	36
4.5.6. Travaux en hauteur	36
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	37
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	37
4.6. Moyens communs	38
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	38
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	38
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	38
4.6.4. Protection des accès – Auvents	38
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	38
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	39
5.1. Stockages sur le chantier	39
5.2. Nettoyage	39
5.3. Enlèvement des déchets	39
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	39
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	40
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	40
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	41
6.1. Déclarations particulières	41
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	41
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	42
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	42
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	42
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	42
6.7. Locaux témoins	42
7. ORGANISATION DES SECOURS	43
7.1. Téléphone de secours	43
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	43
7.3. Travail isolé	43
7.4. Procédure d'organisation des secours	43
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	44
7.6. Point de rencontre secours	44
7.7. Modèle de fiche de secours	45
ANNEXES AU P.G.C.	46

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

Des renseignements obtenus de la DIR EST en date du 31/12/2024 (rapport amiante/ HAP) et de la DIRE/ SOA/POA4 en date du 16/01/2024, à savoir: CCTP/ NESC/ planning/ plans travaux/ rapport PRO/ arrêté DLE

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Ce marché concerne le rétablissement de la continuité écologique de la rivière La Furieuse à Rennes-sur-Loue (25) par la construction d'une passe à poissons telle que:

Phase 1 : installation

Installation de chantier,
Alternat phase 1,
Réalisation de la piste d'accès rive droite,
Aménagement de l'accès rive gauche amont,

Phase 2 : Réalisation de la passe

Mise en oeuvre des filtres à pailles,
Mise en oeuvre de batardeaux en bigs bags ,
Réalisation de la pêche de sauvegarde,
Mise à sec de la zone de travaux,
Réalisation de la passe à poissons telle que:
- fond en matériaux granulaire ep. 30cm
- bande de béton de scellement ep.20cm
- radier composé de petits blocs et macrorugosités ep. 70cm
- réalisation de voiles B.A. de part et d'autre de la rampe
- aménagement d'une fosse aval (enrochements)
- aménagement d'une bêche amont
- mise en place de pieux bois battus en amont de la buse

Phase 3 : Aménagement du tympan aval

Pose des SMV en axe de chaussée,
Dépose des DR,
Terrassement préparatoire,
Réalisation de la longrine pour garde-corps de chaque côté de l'ouvrage,
Réalisation du bétonnage du tympan aval y compris escalier,
Mise en oeuvre garde-corps,
Remise en état.

Phase 4 : Remise en état

Reprise de l'alternat,
Repli des installations de chantier,
Repli de la piste rive droite,
Remise en état du champ.

Phase 5 : Aménagement du tympan amont

Basculement de l'alternat,
Dépose des DR,
Terrassement préparatoire,
Réalisation de la longrine pour garde-corps,
Remise en état.

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Marché public

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 juillet 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 3

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : Un lot unique

Estimation de 2 à 3 entreprises sous-traitantes

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Estimation à 8 personnes maximum de manière simultanée.

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	Service Régional d'Exploitation et d'Ingenierie Franche-Comté (SREI - FC)	UIR (Unité d'Ingénierie Routière) 4, place René Hologne BP 60353 70006 VESOUL cedex	06 64 12 87 95 adrien.dodane@developpement-durable.gouv.fr	Adrien DODANE
Maîtrise d'œuvre	ARTELIA	21, Rue de la Haye Espace Européen de l'Entreprise 67300 SCHILTIGHEIM	olivier.tayllamin@arteliagroup.com	Olivier TAYLLAMIN
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	46, avenue Villarceau 25000 BESANCON	06 73 49 95 91 jean-luc.pele@bureauveritas.com	Jean-Luc PELE
.	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION		mary.cronenberger@bureauveritas.com	Mary CRONENBERGER
Exploitant	DIR EST/ CEI de la Vèze	RD 104 Petite Vèze 25660 LA VEZE	xavier.marchand@developpement-durable.gouv.fr	Xavier MARCHAND

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Œuvre pour non remise de document.

L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 :

Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en œuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Accès au site

Voir chapitre 3.2.2

Réseaux provisoires

Alimentation en eau calorifugée + cordon chauffant

Alimentation en électricité (ou groupe électrogène)

Raccordement eaux usées ou sanitaire sur cuve, vidangeable par entreprise spécialisée si impossibilité de se raccorder au réseau

Téléphone portable par équipe (vérifier réseau de téléphonie mobile)

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Clôture de chantier

Elle sera constituée de panneaux grillagés rigides sur supports béton et stabilisateurs, d'une hauteur de 2.00m, sérieusement fixés entre eux au moyen de bagues anti-démontage et complétée d'une signalétique adaptée (chantier interdit au public, port du casque obligatoire, traversée de piétons obligatoire, etc) visiblement et durablement.

Elle sera installée en périphérie des installations de chantier, des zones de stockages ainsi qu'à l'entrée des zones de travaux aux abords de zones accessibles (ex: domaine public/ chemins de randonnées, etc) par le Titulaire, qui en assurera l'entretien pendant la durée du chantier.

3.2.2. Accès

Accès base vie

Les zones d'installation de chantier seront proposées par le Titulaire et soumises à l'acceptation du Maître d'oeuvre.

Il est prévu que les installations de chantier se situent en rive droite aval de l'ouvrage au niveau de la bande enherbée.

La surface disponible est de l'ordre de 700 m².

Accès zones de travaux (voir détails et localisation sur CCTP ARTELIA)

Accès en rive gauche

Uniquement depuis le sens Poligny – Beure pour l'entrée et dans le sens Beure-Poligny pour la sortie.

Accès rive droite aval

Uniquement depuis le sens Beure – Poligny pour l'entrée et le sens Poligny-Beure pour la sortie

Le Titulaire devra réaliser une piste d'accès qui possédera les caractéristiques suivantes :

- décapage de l'emprise de la piste sur une épaisseur de 0,30 m ;
- mise en cordon le long du cheminement de la terre végétale ;
- mise en oeuvre d'un géotextile ;
- création d'une piste de chantier d'une largeur minimale de 5 m en GNT ;
- création d'une rampe d'accès depuis la piste jusqu'à la RN83 pour permettre l'entrée et la sortie des engins depuis le sens Beure-Poligny.

La piste devra permettre la circulation des engins sur le chantier sans empiéter sur la ligne continue et donc le sens de circulation opposé.

Accès des personnels sur un chantier du BTP

Chaque intervenant devra être porteur d'un élément distinctif (ex: casque, vêtement de travail, badge) identifiant son entreprise d'origine.

Chaque entreprise intervenant sur l'opération tient à jour une liste nominative de ses personnels présents sur le site y compris les personnels intérimaires.

De plus, chaque entreprise prendra les dispositions nécessaires en vue de fournir à ses salariés une carte d'entreprise type FNB en vigueur à ce jour.

Tous les intervenants sont soumis à cette obligation.

3.2.3. Circulations

Dans les zones chantier, la vitesse est limitée à 30 Kms/h pour les VL et 20 Kms/h pour les engins et camions. Le stationnement des véhicules se fait en marche arrière.

Le Code de la Route est applicable sur le site.

Les voies de circulation engins/piétons devront être dissociées et le port de tenues réfléchissantes de classe 2 sera obligatoire.

Le croisement de véhicule sur la piste aménagée s'effectuera sur la zone construite à cet effet et signalisée

Les travaux de construction de l'ouvrage seront réalisés sous alternat de circulation.

Ce mode d'exploitation permettra de faciliter la desserte du chantier et assurera la sécurité des entreprises lors des travaux.

L'alternat sera réalisé selon 3 phases distinctes :

Phase 1 : réalisation des travaux de la PaP et sous la RN

Neutralisation sens Beure- Poligny entre les PR 0+225 et PR 0+325 pour une durée de 1 semaine

Ce mode se justifie pour permettre l'accès au chantier en rive droite aval depuis la RN83 depuis le sens Beure – Poligny, les cheminements existants pour entrer et sortir des parcelles adjacentes ne permettant pas une entrée/sortie sécuritaire.

Afin de permettre aux engins de chantier de pouvoir entrer dans la parcelle et ressortir, il est proposé la mise en oeuvre d'une neutralisation de voie sur 1 semaine pour permettre la réalisation des travaux de réalisation de la piste provisoire.

Lors de cette phase, l'alternat pourra être déposé le week-end et remis en place le lundi au démarrage des travaux.

Phase 2: réalisation des aménagements sur le tympan aval

Neutralisation sens Beure – Poligny entre les PR 0+092 et PR 0+316 pour une durée 2 semaines

Phase 3 : réalisation des aménagements sur le tympan amont

Neutralisation sens Poligny – Beure entre les PR 0+092 et PR0+152 pour une durée 1 semaines.

3.2.4. Signalisation

La signalisation sera mise en place par le Titulaire des Travaux, au démarrage du chantier.

Panneau de chantier

Conformément à l'article R.8821-1 du code du travail, ce panneau comportera les noms, raisons sociales et

adresses de tous les intervenants. Il sera visible depuis la voie publique et installé par le Titulaire.

Signalisation chantier

Voir détails sur NESC

Dès l'accès au chantier, pour tous les locaux de vie et d'hygiène, le Titulaire installe, entretient et maintient en bon état permanent, visiblement et durablement, en les adaptant, les panneaux conformes aux dispositions du code de la route ou affichages ou pictogrammes suivants :

- « chantier interdit au public »,
- « port du casque obligatoire »,
- « port des chaussures de sécurité obligatoire »,
- « interdiction de fumer », (décret du 15 novembre 2006),
- Panneau « STOP » au niveau de la sortie du chantier.

3.2.5. Stationnements

Des zones de stationnement des véhicules et engins sont à aménager sur toutes les zones travaux

3.2.6. Stockage

Livraisons

Les dispositions (circulations, accès, zones d'attentes, réservations pour entrées des véhicules, rampes provisoires, etc.) feront l'objet d'un plan, complémentaire au plan d'installation de chantier, qui sera remis aux fournisseurs concernés,

Dans le cas de "circulation dangereuse" ou dans le cas de manoeuvres pour les entrées-sorties du site, le livreur sera guidé par le chef de chantier de l'entreprise livrée, ou, a minima, par un "homme trafic", et ce sur tout le parcours concerné par le risque, le chef de manoeuvre étant alors équipé en conséquence (tenue réfléchissante de classe 2 ou 3)

Information des fournisseurs et notamment pour ce qui concerne le gabarit des véhicules utilisés.

Les points suivants devront être précisés sur le PIC:

- aires de déchargement
- aires de retournement
- aires d'attente et/ou de stationnement

Zones de stockages

Stockage des différents matériaux conformément au plan d'installation de chantier du Titulaire.

Il ne sera pas accepté de stockages sur des zones non protégées par une protection collective si la zone de stockage concernée n'est pas située au sol.

Les zones de stockage devront être organisées par le lot génie civil, qui tiendra compte des besoins de chaque lot lors de l'établissement du PIC.

Enfin, tenir compte de la réglementation environnementale s'agissant des types de stockages et du positionnement des bennes.

Aucun stockage ne sera accepté au droit d'un sol fragilisé (ex: à proximité d'une fouille ou d'un dénivelé)

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Réseaux provisoires de chantier

Le Titulaire fait vérifier les installations électriques précitées par une personne réputée compétente par le Ministère du Travail.

Le rapport de cette (ces) vérification(s) avec les justificatifs de réalisation des travaux requis est présenté au coordonnateur et reste tenu à disposition dans le bureau de chantier.

Il doit également:

- la fourniture, l'entretien et l'alimentation des coffrets de chantier en nombre suffisant. Ces coffrets seront équipés de 6 prises au minimum. Leur implantation permettra l'emploi de rallonges d'une longueur inférieure à 25.00 m,
- la fourniture du plan d'installation électrique sera établi et fourni au Coordonnateur lors de la période de préparation.

- la surveillance et entretien des installations
- les vérifications des installations électriques demandées seront effectuées conformément aux prescriptions de la réglementation en vigueur.

Les rapports de vérification et registres de sécurité seront maintenus à disposition sur le chantier.

Chaque entreprise doit utiliser du matériel conforme à la réglementation et désigner une personne chargée de son entretien. Ces installations seront conformes à la réglementation et notamment pour ce qui concerne l'exposition à l'humidité (attente de la mise hors d'eau du bâtiment),

Les installations d'éclairage seront séparées des installations des coffrets de prises, l'intensité du courant sera, conformément à la norme C.15-100, fonction des conditions des locaux éclairés,

Ces installations seront réalisées au fur et à mesure de l'avancement du chantier selon les besoins et seront contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte des lots chargés de leur installation

En outre, le Titulaire prévoira dès le démarrage des travaux un raccordement en eau pour les besoins des cantonnements et du chantier, ce branchement devant être hors gel (calorifuge/ cordon chauffant)

3.2.8. Cantonnements et entretien

Cantonnements de chantier équipée suivant réglementation en vigueur par le Titulaire de Travaux.

Les installations sanitaires seront prévues pour l'effectif de chantier Tous Corps d'Etat.

Elles auront un système d'assainissement autonome sans rejet vers le milieu naturel, alimentées en eau, éclairées et chauffées.

Si salariés des 2 sexes, prévoir la mise en place d'un sanitaire Homme séparé d'un sanitaire femme.

De plus en cas de présence de personnel féminin des vestiaires séparés Homme / Femmes devront être mise en œuvre.

Il sera tenu compte de l'évolution des effectifs.

Un ensemble vestiaires-réfectoire équipé conformément à la réglementation (armoires, bancs) tenant compte de l'évolution des effectifs tous corps d'états.

Il sera équipé conformément à la réglementation tenant compte également de l'évolution des effectifs tous corps d'états : les revêtements intérieurs de ce local seront faciles à entretenir. Il sera chauffé, éclairé, ventilé, équipé de table, chaises, matériel de conservation et réchauffage des aliments.

Il sera nettoyé après chaque repas, un nettoyage complet obligatoire des locaux devant être effectué 1 fois par semaine.

La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,50 m2 minimum par personne.

Ces locaux de vie et d'hygiène sont réalisés suivant les prescriptions du décret du 8 janvier 1965

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Le Titulaire assurera l'entretien et la maintenance de la base vie

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **LOT UNIQUE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Préalablement à l'exécution des travaux, le Titulaire des travaux soumettra à l'accord du Maître d'œuvre et du

Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier qui devront préciser la localisation :

- des accès aux différentes zones de travaux et aux installations de chantier,
- des clôtures et protections temporaires,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires et des différents bureaux,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir la circulation d'engins de chantiers,
- des réseaux provisoires enterrés et aériens destinés aux installations de chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention éventuelles,
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'enfin de levage (ex: grue).

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN DE CHANTIER
Accès	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN DE CHANTIER
Circulations	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN DE CHANTIER
Signalisation	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN DE CHANTIER
Stationnement			
Stockage	CHAQUE ENTREPRISE	LOT UNIQUE	FIN DE CHANTIER
Réseaux provisoires de chantier	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN DE CHANTIER
Coffret électrique général	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN DE CHANTIER
Coffret divisionnaire et éclairage			
Cantonnement	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN DE CHANTIER
Infirmier de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN DE CHANTIER
PIC	LOT UNIQUE		
Protections collectives	CHAQUE ENTREPRISE	LOT UNIQUE	FIN DE CHANTIER
Accès hauteur communs	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN DE CHANTIER
Déchets - Gravats	CHAQUE ENTREPRISE	LOT UNIQUE	FIN DE CHANTIER
Pompage des zones de travail	LOT UNIQUE	LOT UNIQUE	FIN DE CHANTIER

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TRAVAUX PREPARATOIRES		TRAVAUX PREPARATOIRES	Noyade Routier, autoroutier Réseaux Collision, heurt Engins et matériels Inhalation poussières Amiante	
2 TRAVAUX DE GENIE CIVIL		DEMOLITIONS	Travail en hauteur Rupture, effondrement Manutention manuelle Inhalation poussières Chute d'objets, éclats	
		CONSTRUCTION DE LA PASSE A POISSONS	Travail en hauteur Chute d'objets, éclats Stabilité, renversement Chute et heurt avec charge en mouvement Engins et matériels Déplacement de plain-pied Rupture, effondrement	
3 TRAVAUX DE SERRURERIE		TRAVAUX DE SERRURERIE	Travail en hauteur Manutention manuelle Travaux à point chaud	
4 GENERALITES TCE		GENERALITES TOUS CORPS D'ETATS	Environnement naturel Collision, heurt Choc, coupure, piqûre Rupture, effondrement Engins et matériels Contraintes météorologiques Travail en hauteur Routier, autoroutier Voisinage Travail isolé Produit inflammable Produits dangereux Manutention manuelle Contact électrique direct ou indirect Bruit, vibrations Inhalation poussières Travaux à point chaud Déplacement de plain-pied Stabilité, renversement Amiante Réseaux Noyade	Matériel homologué à jour des vérifications périodiques. Privilégier équipements en protection collective type nacelle .

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - TRAVAUX PREPARATOIRES

TRAVAUX PREPARATOIRES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Noyade	<p>Mise en place d'un batardeau de type bigbags</p> <p>Installation et l'entretien de poires de niveau destinées à la détection du niveau d'évacuation du chantier</p> <p>Installation et raccordement d'une sirène d'alerte qui sera déclenchée en cas d'atteinte du niveau d'évacuation de chantier</p> <p>Suivi de bulletin Vigicrue de la station locale par le Titulaire: émission d'alerte</p> <p>En fonction des alerte une évacuation du chantier pourra être organisée</p> <p>Tout intervenant devra être informé à son arrivée sur site par sa hiérarchie des dispositions d'évacuation prévues en cas d'alerte</p> <p>Un test de situation d'urgence pourra être organisé.</p> <p>Présence sur zone de travail d'EPC de type bouées, gaffes</p> <p>Travail isolé interdit</p>	
Routier, autoroutier	<p>La signalisation sera mise en place conformément aux dispositions prévues lors de la VIC et les demandes du MOA</p> <p>Les panneaux de signalisation seront conformes à la réglementation et devront être du commerce, les panneaux « fabrication maison » seront prohibés.</p> <p>Port des EPI réfléchissant, circuler sur les bas côtés, ne pas emprunter les voiries PL et engins.</p> <p>Guidage des PL dans les zones étroites et sans visibilité par hommes trafics identifiés.</p> <p>Sens de circulation et d'accès définis à l'avance et signalés sur chantier et à ses abords (accès, sorties).</p> <p>Circulations piétonnes sur les bas côtés sur des chemins balisés, signalés, séparés des voies de circulation d'engins, de PL ou avec des véhicules identifiés signalés</p> <p>Respect du plan de circulation de chantier</p> <p>Nettoyage voirie aussi souvent que nécessaire</p> <p>Homme trafic pour toute manoeuvre jugée dangereuse ou en bordure de zones à risques</p>	Port du gilet réfléchissant
Réseaux	<p>L'ensemble des personnels travaillant à proximité de réseaux devra être formé AIPR</p> <p>Aucune intervention de terrassement ne peut avoir lieu avant retours et analyse des DICT</p> <p>réalisation de sondages de reconnaissance des réseaux.</p>	<p>Respect des signalisation et des protection des réseaux.</p> <p>Respect des distances de sécurité vis à vis des réseaux électriques enterrés et aériens conformément à l'article R. 4534</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Le retour de la DT est présent en annexe du CCTP.</p> <p>Les campagnes de marquage/piquetage pour identifier les réseaux enterrés doivent être réalisées en amont du démarrage des travaux, charge aux entreprises intervenantes de conserver ce marquage durant la totalité des travaux</p> <p>Association des concessionnaires aux réunions de piquetage si nécessaire.</p> <p>Consignes et informations écrites au conducteurs d'engins, présence d' homme guide pelle etc.</p> <p>Respect des distances de sécurité vis à vis des réseaux électriques enterrés et aériens conformément à l'article R. 4534 -125 du code du travail qui précise les conditions dans lesquelles cette délimitation est réalisée.</p> <p>Engins à bras de taille et de gabarit adaptés à travailler sans risques près des réseaux</p> <p>Engins munis de limiteur électronique de mouvement du bras des pelles pour éviter leur entrée dans les zones d'amorçages des câbles électriques.</p> <p>Pose de gabarits limitation de hauteur et de signalisation des lignes électriques aériennes sous tension</p>	<p>-125 du code du travail qui précise les conditions dans lesquelles cette délimitation est réalisée.</p>
Collision, heurt	<p>Baliser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage</p> <p>Se tenir à distance des aires d'évolution des engins et de circulation</p> <p>Signalisation adaptée</p> <p>Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers,</p> <p>Le personnel de chantier sera équipé de gilets fluorescents de classe 2 pour toutes les interventions sur l'ensemble de l'opération</p> <p>Pas d'interférence de circulation entre chargeur et camion d'approvisionnement dans le cas d'évacuation de terres.</p> <p>Bips et caméras de recul</p> <p>Gyrophares sur engins</p> <p>Pour la réalisation des travaux qui lui sont confiés, tout entrepreneur devra prendre en compte les interférences possibles avec le réseau routier</p>	
Engins et matériels	<p>Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires</p> <p>Engins TP et PL munis d'avertisseur sonores en marche arrière et gyrophare et de caméras de recul</p> <p>Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de</p>	<p>Engins, matériels et PL équipés d'avertisseur sonore en marche arrière, rétroviseurs, plaques de signalisation</p> <p>Respect de la signalisation mise en place par le chantier et du plan de circulation</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	levage » d'autres part. Les Conducteurs posséderont une autorisation de conduite délivrée par l'employeur ainsi que le CACES correspondant au véhicule utilisé	
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation) Arrosage des pistes de chantier, des zones de travail poussiéreuses Éviter les nuages de poussières vers les voies de circulation ouvertes au public	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Amiante	En cas de découverte d'ouvrages enterrés, arrêter les travaux, informer les MOA, MOE, CSPS et demander à ce qu'un rapport amiante avant travaux soit établi.	

Séquence : 2 - TRAVAUX DE GENIE CIVIL**DEMOLITIONS**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	En cas de risque de chute, mise en place en amont de toute intervention de protections collectives provisoires Concernant les travaux de création de longrine sur le tympan et mise en place de garde-corps, prévoir garde-corps provisoires ne gênant pas la réalisation des travaux ou échafaudage assurant une protection collective Personnel formé pour le montage de la structure PV de vérification par personne compétente Si échafaudage, PV de mise en service S'assurer que le terrain soit plan et stable pour permettre l'utilisation de nacelle et/ou la mise en place d'un échafaudage Dans le cas de l'utilisation de nacelle, port du harnais selon notice constructeur et vérification des VGP de l'engin, le conducteur devant être en possession d'une autorisation de conduite. Interdiction de sortir du panier une fois celui-ci en élévation, la nacelle étant un poste de travail et en aucun cas un moyen d'accès à un niveau supérieur	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Dans tous les cas de figure, les protections individuelles anti-chute ne seront pas acceptées sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement en sécurité collective	
Rupture, effondrement	<p>L'entreprise en charge des travaux de démolition effectuera l'ensemble de ses travaux à l'aide d'EPI et d'équipements adaptés</p> <p>D'une manière générale, avant tout début d'exécution, l'entrepreneur chargé des travaux devra procéder à un examen complet des ouvrages à démolir. Lors de cet examen, il déterminera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature, la résistance et la stabilité des ouvrages à démolir, - les mesures nécessaires pour assurer la stabilité des divers éléments en cours de démolition. Les étalements doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, garde-corps, filets ou tout autre type de protection collective, dans toutes les phases provisoires des travaux. - le recensement des ouvrages voisins, leur résistance, et l'influence du curage sur ces derniers afin de prendre les mesures compensatoires s'il y a lieu. - l'étude, choix des modes opératoires et du matériels les mieux adaptés au travail à exécuter et aux risques générés, - le choix de main d'œuvre qualifiée, encadrée et formée au mode opératoire retenu, - la vérification de la nature et de la salubrité des éléments à déposer, fournir les protections individuelles requises, - la fourniture et installation de plates-formes de travail, de surfaces de recueils contre les chutes et chutes de gravois, utilisation d'outils adaptés, aspiration ou aspersion des poussières, etc. 	
Manutention manuelle	<p>L'entreprise devra préciser le mode opératoire retenu pour l'évacuation des gravats ou pour l'acheminement de matériel sur la zone de travail</p> <p>Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens.</p> <p>Favoriser la mécanisation des moyens de manutention afin de réduire la pénibilité au travail et de réduire le risque TMS, stockage et approvisionnement au plus près du poste de travail.</p>	
Inhalation poussières	Prendre toutes dispositions selon avancée de la technique pour réduire au maximum les	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	nuisances de chantier (bruits ; poussières) Humidification des gravois par aspersion	
Chute d'objets, éclats	Le mode opératoire de l'entreprise devra préciser quelles sont les mesures prises pour éviter tout effondrement non contrôlé Superposition de tâche interdite Balisage de la zone Mise en place de dispositifs pare-éclats, pare-gravats suivant nécessité (à préciser dans PPSPS)	

CONSTRUCTION DE LA PASSE A POISSONS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p>Protections collectives La périphérie de la zone devra être protégée au moyen de gardes corps complets (lisse haute: 1 à 1.10m ht; lisse intermédiaire à 0.50 m et plinthe de 0.15 m) fixés de manière durable et efficace Ces équipements ne devront pas gêner la pose des équipements définitifs (garde-corps)</p> <p>Banches Les banches seront équipées de passerelles avec garde-corps, portillons à fermeture automatique et trappes d'accès incorporées ainsi que d'une protection rétractable côté face coffrante, cette protection devant être déployée pour chaque intervention (désélingage, mise en place des ferraillages, coulage)</p> <p>Éléments préfabriqués Dans le cas de prémurs ou autres préfabriqués lourds, les coulage et vibrage se feront aux moyens de matériels équipés de protections collectives (ex: échelles à prémurs)</p>	
Chute d'objets, éclats	<p>Balisage des zones de levage Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Protection des trémies, plinthes en pied de garde-corps Port du casque obligatoire Plinthes sur plancher . Étude et mise en oeuvre d'éléments préfabriqués en vue de simplifier la tâche et de diminuer les risques, Lors de la préfabrication des éléments (compris pièces en béton cellulaire), incorporation des douilles et ancrages Le point devra être fait avec le(s) fournisseur(s) afin que les livraisons d'éléments préfabriqués soit réalisé dans</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>l'ordre de pose de manière à limiter les manipulations et stockages inutiles Montage à la grue d'éléments préfabriqués ; les points d'élingage seront étudiés et matérialisés (2 points d'accroche minimum : les élingages simples par étranglement seront interdits), Etude du mode opératoire et choix du matériel approprié pour le montage des tours d'étalement</p>	
Stabilité, renversement	<p>Zones spéciales Stockage, de nettoyage et de préparation des banches stabilisées Stockage des éléments préfabriqués</p> <p>Banches La stabilité des banches devra être assurée en permanence selon les prescriptions du fabricant (stockage, coffrage, contrefiche lestée par des blocs en adéquation avec les effets du vent inclus dans le lest).</p> <p>Prémurs Dans le cas de mise en place d'éléments préfabriqués, l'entreprise définira et détaillera dans son P.P.S.P.S le mode opératoire et la méthodologie notamment s'agissant de l'approvisionnement, stockage, le levage des prémurs ou panneaux lourds et leur mode de mise en place par étais tire-pousse réglables en hauteur et en angle ainsi que de leur stabilisation, fixation des vis au sol (note de calcul à produire)</p> <p>Fosses/ talus Talus à 1/1 ou 1/3 maximum après validation du maître d'œuvre. Purger tous éléments instables Implantations des chemins de circulations et pistes suffisamment distant des talus Ne pas stocker de matériaux, déblais ou matériels à proximité immédiate des fouilles afin d'éviter tout risque d'effondrement : tenir compte également des surcharges liées au passage d'engins de chantier</p>	
Chute et heurt avec charge en mouvement	<p>Chef de manœuvre pour guider le grutier Le guidage et la retenue de ces éléments contre le phénomène de "girouette" du au vent ou à des chocs avec les arbres ou bâtiments existants, s'effectuera à partir du sol et à une distance suffisante des charges levées. Ces opérations seront assurées par un chef de manoeuvre</p>	
Engins et matériels	<p>Grue : Balisage des zones de levage Chef de manœuvre pour guider le grutier et</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>éliminer les charges Mise en place d'un système d'interférence de grue et de zones interdites</p> <p>Engins : Bip de recul Gyrophare sur engin Planification des travaux Nettoyage des zones Zone de lavage des toupies Circulations piétons différentes des circulations engins.</p> <p>Banches Les rotations de banches seront réalisées avec un chef de manœuvre et liaison audio par radio avec le grutier, afin de palier à tous risques de heurts de façades ou ouvrages existants et effet de vrille Les banches seront équipées de consoles ou passerelles de travail munies de trappes d'accès incorporées pour le personnel et de béquilles stabilisatrices en pied (pieds lestés). Les banches à compas seront privilégiées</p> <p>Echafaudages Privilégier les échafaudages avec montage/démontage en sécurité MDS. Les échafaudages devront comprendre des escaliers, de préférence aux trappes et échelles intégrées. Ils devront comporter des lisses, sous-lisses et plinthes. Les matériaux qui composent l'échafaudage doivent être d'une solidité et d'une résistance adaptée à leur emploi. Le montage d'échafaudage doit être réalisé par des personnes ayant reçu une formation adéquate, et conformément à la notice de montage ou à une note de calcul réalisée par une personne formée et compétente. Réception de l'équipement d'accès par une personne compétente avant le démarrage des travaux.</p>	
Déplacement de plain-pied	<p>Platelage pour circulation sur zone ferrailage. Circulations dégagées. Protection contre les blessures térebrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement) Mise en oeuvre d'escaliers provisoires ou de tours d'accès à l'avancement pour l'accès en fond de la passe. Les échelles ne seront pas admises pour passer d'un niveau donné au niveau supérieur.</p>	
Rupture, effondrement	Effondrement d'ouvrages en construction ou en stockage :	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Définir des zones d'interdiction d'accès (balisage ou barrière)</p> <p>Les étalements et les coffrages des ouvrages doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux.</p> <p>Échafaudage adapté au stockage des matériaux</p>	

Séquence : 3 - TRAVAUX DE SERRURERIE**TRAVAUX DE SERRURERIE**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p>Mise en place au plus tôt des garde-corps définitifs,</p> <p>Durant cette phase, la protection des garde-corps provisoires mis en place par le lot unique devra être maintenue, la sécurité collective devant être assurée en tous points et continue dans le temps.</p> <p>Dans le cas où cette protection devrait pour des raisons techniques être retirée, la pose de ces équipements devra se faire sous protection d'une sécurité collective de substitution</p>	
Manutention manuelle	<p>Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens.</p> <p>Ils devront respecter les volumes et surcharges des moyens de manutention verticale mis en service pour les travaux.</p> <p>Favoriser la mécanisation des moyens de manutention afin de réduire la pénibilité au travail et de réduire le risque TMS, stockage et approvisionnement au plus près du poste de travail.</p>	
Travaux à point chaud	<p>L'entreprise détaillera dans son PPSPS son mode opératoire et ses approvisionnements. Elle balisera ces zones de chantier.</p> <p>Travaux de soudure de métallerie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Extincteurs appropriés (1 tous les 200 m2), seront installés à proximité des zones de travaux - Les bouteilles d'oxygène et d'acétylène vides seront évacuées des zones de travaux par l'entreprise (rappel plan vigie pirate) - Les groupes soudure à arc électrique seront reliés à la terre et vérifiés. <p>Des équipements de protection individuelle contre les éblouissements et les projections de soudure seront mis à disposition des personnels de l'entreprise.</p>	

Séquence : 4 - GENERALITES TCE

GENERALITES TOUS CORPS D'ETATS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Environnement naturel	<p>Environnement de la zone travaux Lors des travaux de terrassements généraux, le Titulaire devra s'assurer de l'absence de tout rejet de sédiments dans le milieu aquatique par la mise en place de dispositifs de filtration, drainage, etc</p> <p>Risques de pollution Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation. Posséder des kits antipollution adaptés pour les engins et extincteur Tous produits présentant des risques de pollution environnementale (ex: hydrocarbures, huiles) seront stockés sur un dispositif de rétention. Les effluents issus du nettoyage des rétentions seront traités dans des filières appropriées.</p> <p>Protection de la biodiversité Le Titulaire devra sensibiliser ses salariés et sous-traitants éventuels sur les mesures prises pour la protection des espèces présentes sur le chantier -faune et flore).</p>	<p>Concertation pour analyse coactivité. Respect de la zone de travail balisée</p>
Collision, heurt	<p>Zone de travaux isolée du risque routier par protection fixe (ex: barrières + signalétique) Pas de travailleur isolé, port des EPI. Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service si intervention ponctuelle en dehors d'une zone d'intervention balisée</p>	<p>Respect du balisage d'avertissement de la zone en cours de travaux</p>
Choc, coupure, piqûre	<p>Pas de travailleur isolé, port des EPI. Botte haute, gants + tenues manches longues Trousse de premiers secours adéquate (médecin du travail) + SST</p>	
Rupture, effondrement	<p>Examen complet de l'ouvrage à purger ainsi que les existants contigus concernant la nature la résistance et la stabilité des éléments à démolir le repérage des ouvrages voisins, leurs résistances et influences de la démolition sur leur stabilité. Définition dans le PPSPS du mode opératoire envisagé Balisage au pied de la zone concernée.</p>	
Engins et matériels	<p>Engins de chantier Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au</p>	<p>Pas de coactivité simultanée à proximité du matériel.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part. Les conducteurs posséderont une autorisation de conduite délivrée par l'employeur Baliser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage Les engins devront être à jour des VGP</p> <p>Levage-manutention Examen d'adéquation des appareils de levage Plan d'adéquation à transmettre au CSPS avant toute utilisation et ce pour chaque configuration de poste, la fiche d'adéquation de levage étant sur modèle EDF. La capacité portante de la plateforme de grutage devra être justifiée. Abonnement météo</p> <p>Véhicules Les véhicules doivent être équipés d'au moins un gyrophare, un triangle de présignalisation et un gilet rétro-réfléchissant, rangés dans l'habitacle et conformes aux normes CE, ainsi qu'une trousse de secours et d'un extincteur.</p> <p>Autres Utilisation des équipements de protection individuelle nécessaires (casques, lunettes et/ou visière, gants, chaussures de sécurité). Outillage conforme (présence de protections collectives, carters, etc.). Utilisation de prolongateur de type H07 RVF à l'exclusion des rallonges de couleur orange et/ou blanche. Chaque entreprise doit veiller à ce que: Toutes les machines utilisées sont homologuées et possèdent les arrêts, protections, carters et aspirations, réglementaires, à jour des vérifications périodiques, équipé de ses protections intégrées. La réglementation en vigueur pour l'installation de machines en ateliers s'applique également sur les chantiers de bâtiment et travaux publics, Le travail est favorisé par l'utilisation d'établi ou table de travail munis de points de fixation des pièces à travailler, Les opérateurs sont qualifiés et équipés des protections individuelles adaptées, Les scies de chantier (à proscrire dans la mesure du possible) sont installées sous abri et sont équipées des protections et guides</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>nécessaires,</p> <p>Le sciage à eau est privilégié aux systèmes à sec, les scies à chaînes sont interdites,</p> <p>Les machines pour travail à sec sont équipées d'une aspiration,</p> <p>Lors d'emploi de "cutter" les opérateurs sont munis de gants,</p> <p>Vérification journalière des matériels.</p> <p>Personnel formé à l'utilisation des produits et/ou matériels (ex: flexibles à air comprimé)</p>	
Contraintes météorologiques	<p>Ne pas intervenir en cas de mauvaises conditions météo : pluies, vents violents, orages et autres.</p> <p>Consultation quotidienne des prévisions météorologiques du jour auprès de Météo France ou d'un service équivalent, notamment pour anticiper le risque de crues.</p>	
Travail en hauteur	<p>Toujours privilégier les équipements en protection collective</p> <p>Respect du Décret du 01/09/2004</p> <p>Mise en place en bordure du risque les protections collectives ou balisages adaptés en retrait du risque</p> <p>Si impossibilité technique d'avoir recours à un tel équipement, travaux réalisés par personnel formé aux travaux sur cordes, après autorisation du CSPS et du MOE.</p>	
Routier, autoroutier	<p>Balisage des zones de levage</p> <p>S'assurer de l'aménagement des accès</p> <p>Accès interdit dans la zone d'évolution des engins.</p> <p>Nettoyage fréquent des chaussées.</p> <p>Mise en place de la signalisation adaptée dans les zones en travaux.</p> <p>Port des EPI spécifiques travaux routiers sous circulations avec habits réfléchissants classe 3, chaussures et ou bottes de sécurité, casques, y compris pour les chauffeurs</p> <p>Engins, matériels et PL équipés d'avertisseur sonore en marche arrière, rétroviseurs, plaques de signalisation, caméras de reculs (engins TP et PL) et gyrophare</p> <p>Circulation piétonne sur les bas-côtés, ne pas emprunter les voies de circulation</p> <p>Guidage des PL dans les zones étroites et sans visibilité par hommes trafics identifiés.</p> <p>Port des EPI adaptés aux travaux</p>	<p>Accès interdit dans la zone d'évolution des engins.</p> <p>Signalisation temporaire de chantier conforme au code de la route et autorisation de voirie.</p> <p>Port des EPI, casque antibruit.</p> <p>Coactivité et superposition de tâches interdit.</p>
Voisinage	<p>Chantier clos pour éviter toute intrusion du public (accès interdit à toute personne étrangère au chantier)</p> <p>Respect de la NESC</p>	
Travail isolé	<p>Aucun travailleur ne doit être affecté à un poste ou effectuer un travail s'il se trouve isolé et qu'il ne peut être secouru rapidement en cas d'accident ou d'incident, en particulier</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Produit inflammable	<p>dans les cas de travaux en hauteur ou nécessitant l'usage d'un harnais de sécurité.</p> <p>Il est rappelé qu'aucun stockage de produits inflammables ou déflagrants ne doit avoir lieu à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>Forcer la ventilation des locaux en cas d'emploi de produit à base de solvant .</p> <p>Afficher le risque à l'entrée des locaux et informer au préalable le maître d'oeuvre et le CSPS pour prise en compte dans la planification des tâches</p>	
Produits dangereux	<p>Chaque entreprise doit demander les fiches sécurité des produits employés, lire attentivement la notice d'utilisation, de stockage, d'élimination, transmettre les consignes aux opérateurs pour mise en application sur place,</p> <p>Fournir les fiches de données de sécurité au coordonnateur SPS et les respecter</p> <p>Un registre des produits dangereux doit être consultable dans les bureaux de chantier.</p>	
Manutention manuelle	<p>Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens.</p> <p>Ils devront respecter les volumes et surcharges des moyens de manutention verticale mis en service pour les travaux.</p> <p>Favoriser la mécanisation des moyens de manutention afin de réduire la pénibilité au travail et de réduire le risque TMS, stockage et approvisionnement au plus près du poste de travail.</p> <p>Le matériel sera hélicopté ou acheminé par engins de chantier via la piste surplombant la conduite pour les éléments non transportable manuellement.</p> <p>Toute charge devra être maintenue durant son transport et sa pose par des moyens appropriés définis au préalable par l'entreprise et systématiquement par 2 points d'accroche minimum, le levage par simple étranglement étant interdit.</p> <p>Interdiction de se tenir sous une charge en cours de manutention</p> <p>Balisage de la zone de levage</p> <p>Le désélingage des charges devra pouvoir se faire depuis le sol sans avoir nécessité de monter en hauteur</p> <p>Dans le cas contraire, le technicien interviendra depuis un équipement adapté dans le respect du Décret du 01/09/2004.</p>	
Contact électrique direct ou indirect	<p>Norme NFC 18510 applicable pour les activités sur les ouvrages électriques</p> <p>Intervention uniquement par du personnel habilité et formé à ce risque.</p> <p>Conformité de l'installation électrique avec</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>différentiel 30mA.</p> <p>Respect de la procédure de consignation.</p> <p>Balisage des zones et affichage du risque..</p> <p>Veillez à la fermeture des armoires et coffrets électriques.</p> <p>Utilisation de rallonges H07RNF d'une longueur maximale de 25 mètres</p> <p>Travaux dans locaux confinés ou humides ou conducteurs: utiliser du matériel sur batterie ou alimenté en 24 V(TBTS).</p>	
Bruit, vibrations	<p>Dispositions de nature à éviter la co-activité de corps d'état différents lors de la réalisation de travaux présentant un risque spécifique (forage, sablage, application de substances toxiques ou explosives, soudure, travaux bruyants ...):</p> <p>Le niveau sonore de chaque poste de travail doit être de 80 dB maximum,</p> <p>Tous les intervenants exposés momentanément à un niveau sonore supérieur à 80 dB doivent porter les protections auditives appropriées,</p> <p>Tout poste de travail exposé d'une manière prolongée à un niveau sonore de plus de 80 dB doit faire l'objet d'une étude particulière (protections particulières, décalage du planning, neutralisation de la zone exposée, etc.),</p>	
Inhalation poussières	<p>Poussières (forage, ciment, silice,...) :</p> <p>Lors des opérations entraînant l'émission de poussières, il est nécessaire d'utiliser des machines disposant d'équipement aux normes en vigueur et de système de captation à la source.</p>	
Travaux à point chaud	<p>Demande de permis de feu auprès de l'exploitant pour tous travaux générateurs de flammes, points chauds, étincelles</p> <p>1/ Extincteur homologué et vérifié par poste de travail.</p> <p>2/ Personne formée au maniement des extincteurs.</p> <p>3/ S'assurer qu'aucun matériau combustible est situé sur la zone de travaux ou à proximité.</p> <p>4/ Mise en place d'écrans de protection sur chaque aire de travail.</p> <p>5/ Inspection des lieux après travaux.</p>	
Déplacement de plain-pied	<p>Cheminements</p> <p>Création de cheminements piétons stabilisés, balisés et dotés de dispositifs permettant de franchir aisément des zones fortement inclinées (ex: main courante) selon plan de circulation préalablement soumis.</p> <p>Ces cheminements seront matérialisés (ex:</p>	<p>Respect du cheminement piétons (pas d'encombrement et d'obstacle même temporaire) ainsi que des zones de travail et de levage balisées</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>barrières type TP, filets orange sur supports verticaux avec protections en tête).</p> <p>État d'ordre et de propreté permanent.</p> <p>Évacuation des palettes et déchets au fur et à mesure sur les zones de travaux, celles-ci devant rester dégagées de tout obstacle.</p> <p>Les trémies ou regards sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied.</p> <p>En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.</p> <p>Interdiction de franchir un balisage de sécurité.</p> <p>Protections collectives autour des fouilles ou tranchées en cas de poste de travail à proximité et a minima d'un balisage en retrait des fouilles (1 m minimum).</p> <p>En l'absence de poste de travail à proximité, mise en place d'un balisage constitué au minimum, d'un grillage avertisseur orange tendu à l'aide de piquets, ou dispositif d'efficacité équivalente</p> <p>Installations de moyens d'accès sûrs au plus près du poste de travail.</p> <p>Maintenir les circulations propres et dégagées.</p> <p>S'assurer que les chemins d'accès sont corrects (ex: nivelés/ absence de trous, d'ornières, obstacles,...)</p> <p>Nettoyage des postes de travail à l'avancement et a minima de manière quotidienne</p> <p>Cadencer les approvisionnements en matériaux et matériels, en respectant le planning , et afin d'éviter l'encombrement du chantier.</p> <p>Préciser les zones de stockage sur plan et la durée d'immobilisation de ces zones.</p> <p>Passerelle sécurisée de franchissement pour tranchée d'une largeur sup à 40 cm.</p> <p>Mettre en place les moyens d'accès en fond de fouille.</p>	
Stabilité, renversement	<p>Décaissés et excavations signalés , balisés</p> <p>Calage correct des engins notamment de levage, réalisation d'un examen d'adéquation levage.</p> <p>Des aménagements/déboisages pourront être réalisés pour permettre aux engins de chantier de circuler sur les cheminements d'accès et de se mettre en station de travail (machine de forage des micro pieux, mini pelle, dumper, etc).</p> <p>Tranchées</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Talutage au-delà de 1,30 m de profondeur (ou blindage/ ou réalisation de banquettes) Passerelle sur tranchée Il ne pourra être procédé à l'enlèvement d'un blindage ou d'un étrésillon que lorsque des mesures de protection efficace auront été prises pour éviter tout risque d'éboulement Ne pas stocker de matériaux, déblais ou matériels à proximité immédiate des fouilles afin d'éviter tout risque d'effondrement : tenir compte également des surcharges liées au passage d'engins de chantier</p>	
Amiante	<p>Compte-rendu de carottage amiante/ HAP ATEMAC ref. N° 2022-039 v1 daté du 13/02/2023 sur la section RN83 BIDI PRO +000 au PR6+100 ne faisant pas état de matériaux et contenant de l'amiante mais faisant état de seuils HAP > 50mg/Kg ms et > 500mg/Kg ms (voir détails sur rapport), hors zone travaux.</p> <p>Aucune intervention ne sera admise sur une zone non diagnostiquée Dans le cas de découverte de matériaux à base d'amiante ou susceptible d'en contenir, l'entreprise doit le signaler immédiatement aux Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, Coordonnateur, afin de prendre les mesures nécessaires conformément à la réglementation</p>	
Réseaux	<p>DICT Ensemble des personnels et encadrement formés au risque AIPR Marquage-piquetage en amont des travaux, celui-ci devant rester visible de manière durable et efficace durant tous les travaux Au besoin, détection des réseaux si la classe indiquée sur les DICT reste aléatoire</p>	
Noyade	<p>La présence de l'eau dans l'environnement de travail nécessite une analyse des risques et une organisation de prévention et de sauvetage éventuel spécifiques. Prévenir la noyade est un impératif qui passe d'abord par les mesures techniques évitant une chute dans l'eau, puis par des équipements individuels de flottaison, la disponibilité d'équipements de sauvetage, la prohibition du travail isolé et la formation au sauvetage et aux premiers secours. La réglementation des travaux au-dessus et à proximité de l'eau L'article R 4534-136 du Code du Travail stipule que : « Lorsque des travailleurs sont exposés à des risques de noyade, l'employeur prend les mesures particulières de protection</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les travailleurs exposés sont munis de gilets de sauvetage ; 2. Un signal d'alarme est prévu ; 3. Le cas échéant, une barque au moins, conduite par des marinières sachant nager et plonger, est placée en permanence auprès des postes de travail les plus dangereux. Cette barque est équipée de gaffes, de cordages et de bouées de sauvetage. Le nombre de barques de sauvetage est en rapport avec le nombre de travailleurs exposés au risque de noyade <p>Dispositifs à prévoir Mise en place par le Titulaire d'un dispositif de secours de type bouées, gaffes, aux endroits jugés pertinents Abonnement à METEO FRANCE ou service équivalent pour anticiper les risques d'inondations</p> <p>En cas d'inondation Le Titulaire devra mettre en place un dispositif d'alerte constitué par alarme sonore et visuelle, relié à une poire de niveau calée au seuil d'alerte (à définir avec Maître d'Ouvre)</p>	

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que le Titulaire de Travaux soit chargé de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par le Titulaire de Travaux.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux.

Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, la Maitrise d'Oeuvre désignera une entreprise de substitution à la charge de l'entreprise défaillante qui sera tenue de se substituer à celle-ci.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée

Toute modification significative d'un mode opératoire en cours de chantier entrainera un point d'arrêt avec suspension immédiate de l'activité

De même, les situations de danger grave constatées par le CSPS ou un représentant de la DIR EST entraineront un point d'arrêt et une suspension immédiate de l'activité

Le chantier ne pourra alors reprendre qu'après accord de la DIR EST sur présentation de l'analyse de situation et la mise en oeuvre des mesures de traitement par le Titulaire de Travaux ou ses sous-traitants. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, la Maitrise d'Oeuvre désignera une entreprise de substitution à la charge de l'entreprise défaillante qui sera tenue de se substituer à celle-ci. En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée

Toute modification significative d'un mode opératoire en cours de chantier entrainera un point d'arrêt avec suspension immédiate de l'activité

De même, les situations de danger grave constatées par le CSPS ou un représentant de la DIR EST entraineront un point d'arrêt et une suspension immédiate de l'activité

Le chantier ne pourra alors reprendre qu'après accord de la DIR EST sur présentation de l'analyse de

situation et la mise en oeuvre des mesures de traitement par le Titulaire de Travaux ou ses sous-traitants. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Le choix des modes opératoires et des produits mis en oeuvre doit s'opérer sur ceux n'entraînant pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gazeuses toxiques, etc...

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles...).

Ce paragraphe devra être complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.

L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définis par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposés par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.

Un PV de réception établi par organisme externe est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum et réaliser des vérifications régulières le temps des travaux.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un panneau indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Véhicules

Les véhicules doivent être équipés d'au moins un gyrophare, un triangle de présignalisation et un gilet rétro-réfléchissant, rangés dans l'habitacle et conformes aux normes CE, ainsi qu'une trousse de secours.

Tous les véhicules d'intervention, de travaux et de service qui interviennent sur la voie publique doivent faire l'objet d'une signalisation adaptée et réglementaire, selon l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie).

La signalisation lumineuse et complémentaire des véhicules doit être conforme à l'arrêté du 16 novembre 1998.

Les véhicules doivent être équipés d'au moins une trousse de secours et d'un extincteur. Depuis le 1er octobre 2008, tous les véhicules en circulation doivent être équipés d'un triangle de présignalisation et d'un gilet rétro-réfléchissant, rangés dans l'habitacle et conforme aux normes CE.

Engins de chantier

Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul

Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part.

Les conducteurs posséderont une autorisation de conduite délivrée par l'employeur

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chantier à faible impact environnemental

Tri des déchets in situ

Loi sur l'eau sous contrôle de l'ONEMA (Police de l'eau)

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Le Titulaire du Marché est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement

- D.I.C.T - **DT-DICT**

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.

Les renseignements sont obtenus auprès des exploitants (DICT) et du responsable de projet. Les entreprises travaillant à proximité de réseaux enterrés et aériens établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées au responsable de projet.

Les travaux ne peuvent commencer que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

Réforme DT-DICT du 1er juillet 2012

L'encadrant du chantier ainsi que la totalité des conducteurs d'engins doivent être titulaires de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) délivrée par l'employeur et obligatoire à dater du 1er janvier 2018, l'ensemble des intervenants depuis le 1er janvier 2019.

- Demandes d'arrêtés - Arrêté de voirie pour toute emprise ou intervention au droit du domaine public.
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

En cas de découverte d'engins de guerre : baliser la zone, alerter la gendarmerie la plus proche (Tél 17) arrêter tous les travaux, procéder à l'évacuation de la zone et laisser des "vigiles" en attendant les démineurs.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Voisinage de réseaux enterrés

Le Titulaire notamment lors de la réalisation de terrassements, de carottages, des sondages, réalisera des DICT et des opérations de reconnaissance, de piquetage des réseaux et si besoin protection de ceux-ci ou consignation pour éviter tous risques de contacts et accidents.

PM travaux à moins de 1,50m d'un ouvrage enterrés se fera avec dégagement manuel pour éviter les heurts de canalisations ou réseaux à risques (électricité, gaz etc.).

Voisinage de la RN83

La nature des travaux nécessite la neutralisation des deux sens de travaux en alternat.

Afin de maintenir l'exploitation de la circulation en phase chantier, le titulaire devra mettre en place l'ensemble des moyens décrits au sein de la NESCE.

Il sera notamment nécessaire de :

- mettre en place la signalisation routière avec les panneaux selon la NESC ;
- mettre en oeuvre des BT4 à l'axe pendant les travaux sur le tympan amont et aval y compris les atténuateurs ;
- s'assurer du bon fonctionnement des feux intelligents lors des phases d'alternat ;
- assurer l'astreinte 24h/24h pendant les phases d'alternat ;
- le repli de l'alternat pendant les week-ends.

Milieu aquatique

Le Titulaire devra une installation et le fonctionnement autonome des dispositifs d'épuisement des fonds de fouilles (pompage) pour vidanger et maintenir à sec la zone de travail de la passe à poissons pendant toute la durée des travaux, avec système d'alerte permettant une évacuation en cas de crue.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Sans objet à la date de rédaction du présent PGC.

Dans le cas où un chantier voisin serait d'actualité, le CSPS prendra contact avec son homologue afin de déterminer les règles communes visant à gérer la coactivité entre les 2 opérations, ce en accord avec les MOA et MOE des 2 opérations respectives (clôture, gestion des accès, interférences des engins de levage, etc).

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

La présente opération est un chantier clos et indépendant soumis au Décret du 26/12/1994 (Coordination SPS).

Dans le cas où l'entrepreneur devrait intervenir dans une zone extérieure à cette délimitation, celle-ci serait gérée par l'exploitant sous Décret du 20/02/1992 (Plan de Prévention).

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Permis de feu établi par l'exploitant (EDF) pour tous travaux générateurs de risques flammes, étincelles, points chauds.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

6.7. Locaux témoins

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées dans les cantonnements de chantier.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Chaque entreprise doit avoir un sauveteur secouriste du travail (SST) par équipe au travail, pour assurer les premiers secours aux victimes.

Le sauveteur secouriste du travail doit être à jour de son recyclage.

Le nom de chaque sauveteur secouriste du travail est communiqué par chaque entre-prise à la maîtrise d'œuvre et au coordonnateur SPS.

Chaque sauveteur secouriste du travail porte visiblement et durablement sur sa tenue de travail un badge l'identifiant comme sauveteur secouriste du travail.

Définir les procédures d'organisation des secours :

Consignes de premiers secours

1. Ne pas bouger la victime.
2. Protéger la victime.
3. Prévenir les secours.
4. L'appel
 - rester calme.
 - faire le 18, le 15 pour le SAMU. (le 112 en cas d'utilisation d'un téléphone mobile).
 - donner l'adresse du chantier (N°, rue, Immeuble).
5. Préciser
 - le nombre de victimes.
 - la nature des blessures.
 - ne pas raccrocher le premier, donner votre numéro de téléphone.
6. Prévoir
 - une personne en attente à l'entrée du bâtiment ou du chantier afin de guider les secours.
 - ne jamais laisser une victime seule.

Liste

- des secouristes (formés ou à former) dans le chantier
- affiche "appel en cas d'accident" à renseigner

- du matériel médical existant sur le chantier

Petit matériel de secours

Il est exigé de toutes les entreprises de munir leur personnel d'une trousse de pharmacie complète, maintenue à jour.

Son contenu peut être défini ou complété par le médecin du travail de l'entreprise et utilisé par une personne compétente.

Extrait NOSSE (novembre 2024):

EDF exige la mise à disposition sur chantiers a minima un défibrillateur semi-automatique (DSA) pour les chantiers de plus de 10 travailleurs et d'une durée supérieure à 1 mois s'il n'y a pas de DSA à disposition dans un périmètre de 500m, ce qui est le cas à Crissey.

L'affiche "EN CAS D'ACCIDENT" (JOINTE EN ANNEXE) convenablement remplie pour le chantier est affichée visiblement et durablement près du téléphone par le lot gros œuvre.

Appel au secours

Chaque entreprise est tenue d'informer son personnel sur le lieu et l'endroit où se trouve le téléphone en cas d'appel des secours et d'indiquer les différents points de rassemblement ainsi que la procédure envisagée pour porter les premiers secours, l'appel des services d'urgences

Chaque entreprise doit s'assurer de disposer d'un moyen de communication pour pouvoir joindre immédiatement les services de secours (vérifier qu'il y ait un réseau de téléphonie mobile en tous points du chantier).

Déclaration

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents sont signalés au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



et dites :

1.ICI CHANTIER : RENNES SUR LOUE - BC_VER_SOA_2025_01

Adresse : PR 0+117 25440 RENNES SUR LOUE

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_METAH
- Annexe_SCALP